

Archives. Deux billets personnels écrits en 2009 et diffusés sur un autre support

4 juin 2009. Obama, la commémoration du 6 juin et toujours la Turquie

Le 6 juin 2009, sera commémoré le 65^{ème} anniversaire du débarquement en Normandie. Cette commémoration doit aussi rappeler l'impact sur les populations civiles aujourd'hui souvent mis en première ligne. Des dizaines de milliers de français ont été tués ou blessés dans les combats et les bombardements. La libération de la France et de l'Europe était à ce prix. (...)

Revenons à ces commémorations du débarquement du 6 juin. Le président Obama sera là et c'est à nouveau l'occasion pour quelques commentateurs de rappeler la part prise par les noirs à la libération de l'Europe. Le 8 mai 2009 a permis de se souvenir que la France n'avait pas récompensé comme il fallait ses anciens combattants des colonies. Cela a été aussi le souci du politique de rappeler leur importance dans la libération de la France, à se demander cependant aujourd'hui si les autres soldats non africains avaient participé aux combats ... à commencer par l'encadrement de ces forces.

Cela a été aussi l'occasion de dévoiler que la division Leclerc avait pu libérer Paris après avoir retiré tous les noirs de ses forces. Le doute m'avait étreint connaissant l'engagement de Leclerc et de ses officiers. La France aurait-elle eu une attitude ségrégationniste ? Enfin et heureusement, la vérité est apparue dans le « Monde 2 » de cette semaine et bien discrètement. Les Etats-Unis avaient demandé le retrait de tout soldat noir de la division Leclerc dans leur logique ségrégationniste de l'époque. Le soldat noir n'était pas apte au combat et devait servir dans la logistique. Il était donc temps de ne pas faire courir un nouveau bruit nauséabond sur la France et ses « culpabilités éventuelles ».

En parallèle à ces polémiques franco-françaises, Obama vient de déclarer que « les Etats-Unis sont l'un des plus grands pays musulmans » ! Il est vraisemblable que cette prise de position relatée par Le Monde devrait faire réagir, d'autant qu'il a exprimé fortement son soutien à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, l'un n'allant pas sans l'autre.

De la place de la Turquie

Cette adhésion est effectivement revenue sur la scène européenne et dans le débat des élections. Pourtant, les ténors français et allemands sont discrets alors que les soutiens à la Turquie, comme Tariq Ramadan, réputé pour ses positions fondamentalistes, il y a quelques mois dans le Monde, aujourd'hui, Moscovici du Ps, Hubert Védrine se multiplient.

Pourtant, disons-le : arrêtez de vendre une idée dangereuse et utopique. Hubert Védrine souligne d'ailleurs l'erreur d'avoir entretenu auprès de la Turquie une illusion d'appartenance à l'Union européenne, « Il paraît

impossible et incorrect de changer les règles du jeu en cours de route » mais si nous nous sommes trompés, pourquoi ne pas le reconnaître ?

Comment ces hommes politiques peuvent-ils défendre une Europe plurielle (vieux terme de gauche) avec un Etat musulman présenté comme laïque mais uniquement parce que l'armée est garante de cette laïcité ? A nouveau rappelons qu'une exigence européenne pour l'adhésion est l'affaiblissement de la place de l'armée, gardienne constitutionnelle de la laïcité turque. Après les élections, en outre, la Suède, future présidente de l'Union européenne, affiche sa volonté d'accélérer le processus. Elle doit être encadrée dans son action mais curieusement avant ces élections du 7 juin, les dirigeants hostiles pour ces élections à l'entrée de la Turquie font plutôt profil bas.

La solution du partenariat privilégié avec la Turquie est donc la plus raisonnable. Pour être cohérent, cela conduit aussi une politique de transparence et non d'intégration dissimulée de la Turquie dans la structure de l'Union européenne.

Sait-on que le programme européen Erasmus est ouvert à 31 pays, les 27 membres de l'Union européenne, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège... et la Turquie ? Cela veut dire aussi que la Turquie ne doit pas être associée sous forme d'observateurs militaires par exemple à des structures européennes, simplement pour ne pas maintenir l'ambiguïté. En Afghanistan, les gendarmes turcs seront sans doute aux côtés de la force européenne de gendarmerie qui sera déployée. Une intégration larvée se fait afin de conduire à terme vers une solution inéluctable.

Pour conclure, cela ne veut pas dire que l'on n'estime pas la Turquie et les Turcs mais simplement que chacun a le droit de vivre en fonction de ses valeurs. En l'occurrence, le respect à la différence s'applique dans les deux sens.

17 mai 2009. Turquie : n'est-il pas temps de limiter son influence ?

Les élections européennes remettent en avant la place de la Turquie dans l'Union européenne. Pour l'UMP, elle devient un enjeu pour rappeler la position de la droite et du président de la République. Il n'est donc pas inutile de faire un point non exhaustif de la problématique en se posant une question jamais évoquée : dans le cadre d'une défense occidentale de l'Europe, la Turquie est-elle bien à sa place dans l'OTAN ? En effet :

- D'abord parlons de la Turquie et de l'Union européenne, et du maintien de l'ambiguïté. Malgré les affirmations que la Turquie ne rejoindrait pas l'Union européenne, des chantiers restent ouverts. Entamées en 2005, les négociations bien que ralenties ont permis d'ouvrir dix chapitres sur trente-cinq. La Suède, future présidente de l'Union européenne, veut accélérer le processus.

Pourtant, fin 2009, la mise en œuvre du « protocole d'Ankara », signé en juillet 2005, prévoit l'extension de l'union douanière en vigueur

entre l'UE et la Turquie, aux nouveaux membres, dont Chypre. La Turquie qui occupe sa partie nord de Chypre, est toujours opposée à sa reconnaissance. Dans le domaine militaire, Ankara a évoqué récemment son entrée dans l'Agence européenne de défense (!).

Enfin, l'argument fallacieux d'un Etat turc laïque et musulman tient de moins en moins la route. Rappelons aussi que l'Union européenne demande la limitation du pouvoir politique de l'armée turque ... garante constitutionnelle de la laïcité. Qu'advient-il de la laïcité turque menacée comme l'ont montré les manifestations ces derniers mois en Turquie ?

- Ensuite, que constatons-nous sur les relations entre la Turquie et l'OTAN ? La Turquie a bloqué les 3 et 4 avril 2009 de son veto la nomination du futur secrétaire général de l'OTAN sous prétexte que, lorsqu'il était premier ministre du Danemark, il avait soutenu les auteurs de caricatures de Mahomet. Toujours l'islam. Cédant à la pression américaine, la Turquie a obtenu un poste de secrétaire général adjoint chargé ... des relations avec le monde musulman.

Par ailleurs, des officiers turcs accéderaient à des postes importants dans le commandement militaire de l'OTAN. Pourtant, sa position dans la zone qu'elle contrôle en Afghanistan au contact des forces françaises reste bien passive. La Turquie est de moins en moins considérée pour sa capacité militaire mais pour sa capacité d'influence dans le monde musulman.

- Qu'en est-il des relations entre la Turquie et la France ? La constitution française a été modifiée pour ne pas permettre au peuple français de décider souverainement mais la question reste un facteur de rassemblement bien pratique en politique intérieure. Pourtant, après son élection, M. Sarkozy, qui revendique de « dire la vérité à la Turquie », n'a pas interrompu mais seulement ralenti les négociations d'adhésion avec Ankara, engagées depuis 2005.
- Enfin quant aux relations entre les Etats-Unis et la Turquie, il n'en reste pas moins que les Etats-Unis, que ce soit Bush ou Obama soutiennent la Turquie pour entrer dans l'Union européenne ou pour conforter sa place dans l'OTAN

Les forces armées américaines malgré les entraves turques pendant le conflit irakien, qui se poursuivent aussi aujourd'hui, ont besoin de la base d'Incirlik qui accueille 4 500 Américains, permettant par exemple 70% des vols des avions-porteurs américains vers l'Irak en 2007. C'est sans doute aussi l'importance du pipe-line à travers la Turquie qui concerne aussi la sécurité énergétique de l'Union européenne.

Ankara peut enfin jouer dans la nouvelle politique régionale américaine avec des missions de bons offices avec l'Iran, Israël et la Syrie. Surtout, dans le cadre de l'OTAN, elle pourrait être appelée à jouer un plus grand rôle en Irak et en Afghanistan avec le soutien américain.

Pour conclure, faut-il pour autant accepter cette politique de la Turquie qui vise à entrer dans l'Europe par tous les moyens ? N'est-il pas temps de limiter sa capacité d'influence et de clarifier le débat ?